

Samedi 12 Avril - 14h00 République

Tous ensemble

contre l'austérité !

En Île-de-France, les choix patronaux de financiarisation de l'économie au détriment du travail ont des conséquences directes sur les millions de salariés franciliens.

Sur les douze derniers mois, **l'emploi** dans notre région, est de nouveau reparti à la baisse. Des centaines de milliers d'emplois industriels disparaissent et dans le même temps l'embauche des salariés est de plus en plus précaire : 73% des embauches dans les entreprises franciliennes sont des CDD de moins d'un mois. Ce sont ces choix politique qui alimentent la crise !

Nous subissons un pilonnage médiatique sur le « coût du travail » mais le « coût du capital » pèse lourdement sur l'économie. Le crédit impôt recherche de Sarkozy est toujours versé aux entreprises : c'est 10 milliards par an, il s'additionne aux 20 milliards du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi. Maintenant, cerise sur le gâteau, c'est le Pacte de responsabilité, qui offre un cadeau supplémentaire au patronat de 33 milliards de cotisations sociales...

Les 22 mois de pouvoir Hollande ont poursuivi les mêmes choix politiques et les mêmes logiques tournant le dos au progrès social.

C'est la poursuite de la casse industrielle, le démantèlement du droit du travail, ce sont des services publics étranglés financièrement... Et pour les salariés des grilles salariales à la traîne, des minima salariaux en dessous du SMIC dans une majorité de branches, une égalité salariale femme/homme qui reste un slogan... et le 1^{er} avril les retraités n'ont pas eu de revalorisation de leurs pensions.

Dans ce climat, comme le démontrent les résultats des municipales, la droite la plus réactionnaire et l'extrême droite raciste et xénophobe se nourrissent de la désespérance sociale.

C'est pour toutes ces raisons que l'URIF CGT se positionne à l'offensive et a appelé les salariés à se mobiliser le 6 février et le 18 mars, c'est pour toutes ces raisons que l'URIF CGT sera présente à Bruxelles à l'appel de la CES contre les plans d'austérité imposés aux peuples européens.

C'est dans une volonté de rassembler les salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi pour construire et développer le rapport de force indispensable pour en finir avec l'austérité et exiger un autre partage des richesses et à modifier les logiques capitalistes qui nous ont plongés dans cette crise !

C'est pour toutes ces raisons qu'il y a urgence à construire les convergences entre le syndicalisme et toutes les forces progressistes et à s'engager ensemble dans l'appel à manifester le 12 avril...

Dans le contexte actuel qui voit l'extrême droite et la droite réactionnaire progresser, il y a besoin d'un fort mouvement convergent. Syndicalisme et politique ont chacun leur rôle dans la société, et personne ne songe à entamer l'indépendance de l'un ou de l'autre. Mais, ils agissent sur le même « champ de bataille » social !

La situation est préoccupante et demande une réponse adéquate : Tous ensemble manifestons le 12 Avril 2014 - 14h00 République - Nation



*maintenant
ça suffit!*

MARCHONS

contre l'austérité pour l'égalité et le partage des richesses

Nous n'en pouvons plus de voir la droite et l'extrême droite battre le pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme.

En France, comme dans toute l'Europe, la rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la Commission européenne, François Hollande et le gouvernement pour satisfaire les marchés financiers nourrissent ce climat malsain. Les conséquences sont là : services publics démantelés, acquis sociaux mis à mal... Le chômage monte, la précarité s'étend, les jeunes galèrent, les salaires et les retraites sont en berne. Les inégalités se creusent tandis que les grandes entreprises versent aux actionnaires des dividendes insolents. Partout ces politiques provoquent indignations, colères et désespoirs. Elles nous révoltent.

Elles s'accompagnent du recul général des droits : à l'éducation, à l'emploi, à un revenu correct, à la santé, à un logement stable et décent.. Les inégalités d'emploi et de rémunération attaquent plus durement les droits des femmes et des migrant-e-s. La répression s'abat sur les sans-papiers, les Roms, les plus précaires, et celles et ceux qui les défendent. Alors que des choix politiques résolument à gauche devraient s'imposer face à la crise, les renoncements du gouvernement devant les exigences du Medef et de la droite en matière sociale, environnementale, familiale, et sur le droit de vote des étrangers... scandalisent.

Avec l'assentiment enthousiaste du Medef, le président de la République veut désormais faire du « pacte de responsabilité » le cœur de sa politique. Au patronat, il octroie 35 milliards d'allègement de cotisations. Qui peut croire que ce nouveau cadeau permettra de lutter contre le chômage ? Devant un Medef qui refuse de s'engager sur des créations d'emplois, le gouvernement Ayrault s'engage, lui, à réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros. Dans la ligne de mire, la sécurité sociale et les services publics. Mais ce sont aussi les collectivités territoriales asphyxiées, les associations étouffées, la culture sacrifiée. Ce n'est décidément pas cela que nous voulions, nous qui, par millions, avons contribué à chasser Sarkozy.

Personnalités morales, acteurs et actrices du monde de la culture et des arts, du monde du sport, responsables syndicaux, associatifs, politiques, nous sommes divers par nos engagements. Mais ensemble, nous voulons construire une dynamique pour une alternative sociale, démocratique, écologique et féministe, fondée sur la solidarité. Nous appelons le samedi 12 avril à Paris à une marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du « pacte de responsabilité », pour une juste distribution des richesses. Cette marche ne restera pas sans lendemain.

PARIS • 12 AVRIL • 14H • RÉPUBLIQUE-NATION

www.marche12avril.org